

**Volet B****Copie à publier aux annexes au Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé  
au  
Moniteur  
belge

\*19321293\*

Déposé  
12-06-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 14/06/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0722825192

**Nom**(en entier) : **Sensor Link**

(en abrégé) :

Forme légale : Société privée à responsabilité limitée Starter

Adresse complète du siège Avenue de la Couronne 442 bte 5  
: 1050 Ixelles**Objet de l'acte :** MODIFICATION FORME JURIDIQUE, DEMISSIONS,  
NOMINATIONS

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF.

Le six juin.

Devant Nous, Maître **Jean-Pierre MARCHANT**, notaire de résidence à Uccle-Bruxelles.S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société privée à responsabilité limitée Starter «  
Sensor Link », ayant son siège social à 1050 Ixelles, Avenue de la Couronne 442 boîte 5.Société constituée suivant acte reçu par Maître Pablo DE DONCKER, Notaire à Bruxelles le 14 mars  
2019 publié aux annexes du Moniteur Belge du 19 mars suivant sous le numéro 2019-03-  
19/0311199.

Dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

Société immatriculée au registre des personnes morales de Bruxelles et titulaire du numéro  
d'entreprise 722.825.192. **BUREAU**La séance est ouverte à 14 heures sous la présidence de Monsieur Arnaud TREJBIEZ, domicilié à  
1630 Linkebeek, rue de la Longue haie 46, qui désigne comme secrétaire Madame Julie PERIN,  
domicilié à Forest, avenue Stuart Merrill 25.L'assemblée étant en nombre restreint le président et le secrétaire prénommés décident de ne pas  
nommer de scrutateurs.**COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE**Les membres du bureau nous déclarent qu'après avoir vérifié le registre des associés, sont présents  
les associés suivants, propriétaire du nombre de parts indiqué en regard de leur nom :1° Monsieur **STURGES Stephan Peter**, né à Simmerath (Allemagne) le 12 octobre 1984, de  
nationalité britannique, domicilié à Ixelles (1050 Bruxelles), avenue de la Couronne, 442 Boîte 5.

Titulaire de 800 parts sociales : 800

2° Monsieur **WIBAUT Pierre-Henri Camille**, né à Tournai le 13 juin 1986, de nationalité belge,  
domicilié à 7500 Tournai, rue Georges Rodenbach 11a.

Titulaire de 800 parts sociales : 800

3° Monsieur **LE BORGNE Yann-Ael**, né à Châteaubriant (France) le 13 octobre 1979, de nationalité  
française, domicilié à Saint-Josse-ten-Noode (1210 Bruxelles), rue Willems 14, apt 2309.

Titulaire de 800 parts sociales : 800

Ensemble : 2400 parts sociales 2.400

Tous trois ici représentés par Monsieur Arnaud Gauthier TREJBIEZ né à Etterbeek le 12 septembre  
1964, domicilié à 1630 Linkebeek, rue de la Longue Haie 46, en vertu de procurations sous seing  
privé lesquelles demeureront ci-annexées.**EXPOSE.**

Le président expose et requiert le notaire soussigné d'acter que :

I. La présente assemblée a pour **ordre du jour** :*Modification de la forme juridique de SPRL en SRL**1. Option de soumission anticipée de la société aux dispositions du nouveau Code des sociétés et  
des associations.**Adaptation du texte des statuts*Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes  
ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers**Au verso** : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

2. Adaptation de la forme légale et du capital de la société au Code des sociétés et des associations.  
3. Adoption de nouveaux statuts en concordance avec le Code des sociétés et des associations, sans modification de l'objet de la société 4-renouvellement d'administrateurs  
5-Adresse du siège social  
Pouvoirs

6-Pouvoirs au notaire concernant la coordination et publication des statuts

7-Pouvoirs concernant l'enregistrement des données relatives à la société auprès de la Banque Carrefour des Entreprises et toutes autres administrations

II. Il existe actuellement 2.400 parts sociales, sans désignation de valeur nominale.

Il résulte de la composition de l'assemblée que toutes les parts sociales sont représentées. Il n'y a pas de commissaire, et les trois gérants sont représentés.

La présente assemblée est donc légalement constituée et peut délibérer et statuer valablement sur tous les points à l'ordre du jour sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement des formalités relatives aux convocations.

III. L'assemblée générale ne peut délibérer sur une modification des statuts, sans modification de l'objet, que lorsque les actions présentes ou représentées représentent au moins la moitié du capital social et une modification n'est adoptée que si elle a réuni trois quarts des voix.

IV. Chaque part sociale donne droit à une voix.

#### CONSTATATION DE LA VALIDITE DE L'ASSEMBLEE

L'exposé du président est reconnu exact par l'assemblée.

Celle-ci se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

#### DELIBERATION

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

#### RESOLUTIONS

##### PREMIERE RESOLUTION : soumission au nouveau Code des Sociétés et Associations

En application de la faculté offerte par l'article 39, §1, deuxième alinéa de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, l'assemblée générale décide de soumettre la société aux dispositions du Code des sociétés et des associations, à partir de la date à laquelle le présent acte sera publié.

##### DEUXIEME RESOLUTION : adoption de la forme de SRL

Suite à la première résolution, l'assemblée générale décide que la société adoptera la forme légale du Code des sociétés et des associations qui se rapproche le plus de sa forme actuelle, c'est-à-dire celle de la société à responsabilité limitée (en abrégé SRL).

Par conséquent, l'assemblée constate que le capital effectivement libéré et la réserve légale de la société, soit deux mille quatre cents euros (2.400 EUR), sont convertis de plein droit en un compte de capitaux propres statutairement indisponible et qu'il n'existe plus d'apports non appelés, en application de l'article 39, §2, deuxième alinéa de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses.

##### TROISIEME RESOLUTION : adoption des statuts et modification de la dénomination, du siège et des modalités d'administration

Comme conséquence des résolutions précédentes, l'assemblée générale décide d'adopter des statuts complètement nouveaux, qui sont en concordance avec le Code des sociétés et des associations, sans toutefois apporter une modification à son objet.

L'assemblée générale déclare et décide que le texte des nouveaux statuts est dès lors rédigé comme suit :

#### STATUTS

##### Titre I: Forme légale – Dénomination – Siège – Objet – Durée

##### Article 1: Nom et forme

La société revêt la forme d'une société à responsabilité limitée.

Elle est dénommée « SENSOR LINK ».

##### Article 2. Siège

Le siège est établi en Région de Bruxelles-Capitale.

La société peut établir, par simple décision de l'organe d'administration, des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

La société peut, par simple décision de l'organe d'administration, établir ou supprimer des sièges d'exploitation, pour autant que cette décision n'entraîne pas de changement en matière de régime linguistique applicable à la société.

##### Article 3. Objet

La société a pour objet, en Belgique et à l'étranger :

1) Pour son compte, pour le compte de tiers ou en participation :

- La prestation de tous services et travaux, ainsi que le commerce et la réalisation de toutes activités liées directement ou indirectement aux domaines suivants :

- le développement et la vente de logiciels et de services numériques liés à l'utilisation de logiciels ;

- l'activité de studio photographique, de numérisation et de traitement d'images ;
  - l'impression, l'édition et la diffusion de tous livres et manuels, journaux, périodiques, supports didactiques, et de manière générale, l'imprimerie et la reproduction de supports ;
  - la publicité ;
  - la création et la composition de textes et d'images sur tous supports et en deux ou trois dimensions, ainsi que toutes les évolutions techniques et technologiques, ainsi que tous travaux, productions et créations artistiques ;
  - l'informatique, la télécommunication, le traitement d'informations et de transmission, tels que notamment la création, la programmation, le montage, la diffusion, la gestion de logiciels ou de systèmes de diffusion, sur tous supports informatiques ou autres,
  - la décoration de tous intérieurs, sites et espaces en général ;
  - la conception, le développement, l'organisation et l'animation de tous espaces de communication, de loisirs, de tourisme, de commerce, etc, lors de foires, festivals, événements ou autres ;
  - La production, la composition, la conception, la création, la fabrication, ainsi que l'achat, la vente en gros ou au détail, la location, le leasing, l'importation, l'exportation, la distribution, la représentation, le placement, l'assemblage, la réparation et le commerce en général de tous objets et articles de décoration, de cadeaux, et de tous articles, produits, matériaux, matériels, programmes, notamment de drones, imprimantes et équipements, liés directement ou indirectement à ses activités, à la domotique, à la bureautique, à l'informatique, à l'électronique et à la télécommunication, ainsi que toutes les évolutions techniques et technologiques ;
  - les créations à but publicitaire, commercial et scientifique ; le développement, la vente, l'achat, la prise, la concession et l'exploitation de brevets et licences, de know how et d'autres actifs immatériels durables, et l'utilisation de toutes technologies, techniques et supports ;
  - l'organisation, la promotion et la gestion de tous événements, activités culturelles, ludiques ou autres, manifestations, spectacles ; la promotion et l'organisation de loisirs, le tournage de reportages ;
  - la consultance, l'accompagnement, l'assistance, l'information, le conseil, les études de marché et l'assistance en marketing dans ces domaines d'activités ;
  - le développement, le déploiement et la consultance relatifs à l'intelligence artificielle, ainsi que toute activité de recherche et développement s'y rapportant
  - le développement, le déploiement et la consultance relatifs à la blockchain et aux crypto-assets s'y référant, sans limitation, ainsi que toute activité de recherche et de développement s'y rapportant
- 2) Pour son propre compte, toutes opérations immobilières et notamment l'achat, la vente, la location, le leasing, la gestion, la gérance, l'expertise, la transformation, la mise en valeur, l'aménagement, l'équipement, la décoration, la rénovation, le lotissement en matière immobilière et, d'une façon générale, toutes transactions et promotions immobilières généralement quelconques, ainsi que toutes opérations qui, directement ou indirectement, sont en relation avec son objet ou sont de nature à favoriser l'accroissement d'un patrimoine immobilier;
- 3) Toutes activités de conseil, d'étude et de consultance en matières financière et de gestion d'entreprises.
- 4) Pour son propre compte, toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés belges ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations, et notamment l'acquisition par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et leur réalisation par voie de vente, cession, échange ou autrement, l'emprunt ou l'octroi aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel de tous concours, prêts, avances ou garanties et même assistance sur le plan de la gestion desdites sociétés;
- 5) Toutes prestations de services et aides aux entreprises et sociétés, l'acceptation de mandats d'administrateur, gérant ou liquidateur d'autres sociétés, belges ou étrangères, fournir caution et donner tous biens en garantie pour son compte ou pour compte de tiers;
- Elle peut, en outre, réaliser toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet social, que ce soit en matière commerciale, industrielle, mobilière, immobilière ou financière. La société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe.
- L'énumération ci-dessus est exemplative et non limitative, notamment en ce qui concerne les techniques et produits nouveaux et futurs, et seule l'assemblée générale de la société peut interpréter le présent article.
- Article 4. Durée**  
La société est constituée pour une durée illimitée.
- Titre II: Capitaux propres et apports**
- Article 5: Apports**  
En rémunération des apports, deux mille quatre cents (2.400) actions ont été émises.  
Chaque action donne un droit égal dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation.

### Compte de capitaux propres statutairement indisponible

La société dispose d'un compte de capitaux propres indisponible, qui n'est pas susceptible de distribution aux actionnaires, sur lequel les apports des fondateurs sont inscrits.

Actuellement, ce compte de capitaux propres indisponible comprend deux mille quatre cents euros (2.400 EUR) montant des apports effectivement libérés.

Les apports effectués après la constitution sont également inscrits sur ce compte de capitaux propres indisponible.

### Article 6. Appels de fonds

Les actions doivent être libérées intégralement à leur émission.

En cas d'actionnaire unique-administrateur, ce dernier détermine librement, au fur et à mesure des besoins de la société et aux époques qu'il jugera utiles, les versements ultérieurs à effectuer par lui sur les actions souscrites en espèces et non entièrement libérées.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

### Article 7. Apport en numéraire avec émission de nouvelles actions – Droit de préférence

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux actionnaires existants, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent.

Le droit de souscription préférentielle peut être exercé pendant un délai d'au moins quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription.

L'ouverture de la souscription avec droit de préférence ainsi que son délai d'exercice sont fixés par l'organe qui procède à l'émission et sont portés à la connaissance des actionnaires par courrier électronique, ou, pour les personnes dont elle ne dispose pas d'une adresse électronique, par courrier ordinaire, à envoyer le même jour que les communications électroniques. Si ce droit n'a pas entièrement été exercé, les actions restantes sont offertes conformément aux alinéas précédents par priorité aux actionnaires ayant déjà exercé la totalité de leur droit de préférence. Il sera procédé de cette manière, selon les modalités arrêtées par l'organe d'administration, jusqu'à ce que l'émission soit entièrement souscrite ou que plus aucun actionnaire ne se prévale de cette faculté.

Les actions qui n'ont pas été souscrites par les actionnaires comme décrit ci-dessus peuvent ensuite être souscrites par des tiers.

### TITRE III. TITRES

#### Article 8. Nature des actions

Toutes les actions sont nominatives, elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont inscrites dans le registre des actions nominatives; ce registre contiendra les mentions requises par le Code des sociétés et des associations. Les titulaires d'actions peuvent prendre connaissance de ce registre relatif à leurs titres.

Le registre des actions pourra être tenu en la forme électronique.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une action en nue-propriété et usufruit, l'usufruitier et le nu-propriétaire sont inscrits séparément dans le registre des actions nominatives, avec indication de leurs droits respectifs.

Les cessions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des actions. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux titulaires des titres.

Les titres sont indivisibles.

La société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Sauf disposition spéciale contraire dans les présents statuts, ou dans le testament ou la convention qui a créé l'usufruit, en cas de démembrement du droit de propriété d'une action en usufruit et nue-propriété, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

En cas de décès de l'actionnaire unique, les droits afférents aux actions sont exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession, jusqu'au jour du partage desdites actions ou jusqu'à la délivrance des legs portant sur celles-ci.

#### Article 9. Cession d'actions

Les actions peuvent être cédées librement à des actionnaires ou à des tiers entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément.

### TITRE IV. ADMINISTRATION – CONTRÔLE

#### Article 10. Organe d'administration

La société est administrée par un ou plusieurs administrateurs, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, s'ils sont nommés dans les statuts, avoir la qualité d'administrateur statutaire.

L'assemblée qui nomme le ou les administrateur(s) fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs. A défaut d'indication de durée, le mandat sera censé conféré sans limitation de durée.

## Article 11. Pouvoirs de l'organe d'administration et représentation

### **Pouvoirs de décision**

S'il n'y a qu'un seul administrateur, la totalité des pouvoirs d'administration lui est attribuée, avec la faculté de déléguer partie de ceux-ci.

Lorsque la société est administrée par plusieurs administrateurs, ceux-ci forment un organe d'administration collégial, lequel peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet, sous réserve de ceux que la loi et les statuts réservent à l'assemblée générale. Les réunions du collège peuvent s'opérer par voie informatique. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées. En cas de parité de voix, celle du président emporte la décision.

L'organe d'administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

### **Représentation et signature à l'égard des tiers**

Chaque administrateur représente seul la société à l'égard des tiers et dans tous les actes engageant la société et hors justice. Il ne devra pas justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable de l'éventuel organe collégial d'administration.

## Article 12. Rémunération des administrateurs

L'assemblée générale décide si le mandat d'administrateur est ou non exercé gratuitement.

Si le mandat d'administrateur est rémunéré, l'assemblée générale, statuant à la majorité absolue des voix, détermine le montant de cette rémunération fixe ou proportionnelle. Cette rémunération sera portée aux frais généraux, indépendamment des frais éventuels de représentation, voyages et déplacements.

## Article 13. Gestion journalière

L'organe d'administration peut déléguer la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs de ses membres, qui portent le titre d'administrateur-délégué, ou à un ou plusieurs directeurs.

L'organe d'administration détermine s'ils agissent seul ou conjointement.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, en ce qui concerne cette gestion, attribuer des mandats spéciaux à tout mandataire.

L'organe d'administration fixe les attributions et rémunérations éventuelles pour les délégués à la gestion journalière. Il peut révoquer en tout temps leurs mandats.

## Article 14. Contrôle de la société

Lorsque la loi l'exige et dans les limites qu'elle prévoit, le contrôle de la société est assuré par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans et rééligibles.

## TITRE V. ASSEMBLEE GENERALE

### **Article 15. Tenue et convocation**

Il est tenu chaque année, au siège, une assemblée générale ordinaire l'avant-dernier vendredi du mois de juin à 18 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant. S'il n'y a qu'un seul actionnaire, c'est à cette même date qu'il signe pour approbation les comptes annuels.

Des assemblées générales extraordinaires doivent en outre être convoquées par l'organe d'administration et, le cas échéant, le commissaire, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur requête d'actionnaires représentant un dixième du nombre d'actions en circulation. Dans ce dernier cas, les actionnaires indiquent leur demande et les sujets à porter à l'ordre du jour. L'organe d'administration ou, le cas échéant, le commissaire convoquera l'assemblée générale dans un délai de trois semaines de la demande.

Les convocations aux assemblées générales contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par e-mails envoyés quinze jours au moins avant l'assemblée aux actionnaires, aux administrateurs et, le cas échéant, aux titulaires d'obligations convertibles nominatives, de droits de souscription nominatifs ou de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société et aux commissaires. Elles sont faites par courrier ordinaire aux personnes pour lesquelles la société ne dispose pas d'une adresse e-mail, le même jour que l'envoi des convocations électroniques.

Toute personne peut renoncer à la convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

### **Assemblée générale par procédure écrite**

§1. Les actionnaires peuvent, dans les limites de la loi, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être reçues dans un acte authentique.

§2. En ce qui concerne la datation de l'assemblée annuelle, la date de la décision signée par tous les actionnaires est réputée être la date statutaire de l'assemblée annuelle, sauf preuve du contraire, à condition que la décision écrite signée par tous les actionnaires soit parvenue à la société 20 jours avant la date statutaire. Si plusieurs exemplaires de proposition de décisions ont été envoyés, la date de réception du dernier exemplaire est déterminante pour la date de la décision.

La décision écrite, en plusieurs exemplaires ou non, est assortie d'une déclaration datée et signée

par l'organe d'administration indiquant que la décision signée par tous les actionnaires est parvenue au siège de la société au plus tard 20 jours avant la date statutaire de l'assemblée annuelle et qu'elle porte toutes les signatures requises.

Si la dernière décision écrite n'est pas parvenue au plus tard dans les 20 jours précédant la date statutaire de l'assemblée annuelle, l'organe d'administration doit convoquer l'assemblée générale.

§3. En ce qui concerne la datation de l'assemblée générale particulière, la date de la décision signée par tous les actionnaires est réputée être la date à laquelle la décision est parvenue au siège de la société, sauf preuve du contraire. Si plusieurs exemplaires de proposition de décisions ont été envoyés, la date de réception du dernier exemplaire est déterminante.

La décision écrite, reprise dans une ou plusieurs propositions approuvées, doit être assortie d'une déclaration datée et signée par l'organe d'administration indiquant que la décision signée par tous les actionnaires est parvenue au siège de la société à la date indiquée dans cette déclaration et qu'elle porte toutes les signatures requises.

La proposition de décision écrite envoyée doit indiquer si tous les points de l'ordre du jour doivent être approuvés dans leur ensemble pour parvenir à une décision écrite valable ou si une approbation écrite est sollicitée pour chaque point de l'ordre du jour séparément.

§4. La proposition de décision écrite envoyée peut déterminer que l'approbation doit parvenir au siège de la société avant une date bien définie pour pouvoir faire l'objet d'une décision écrite valable. Si la décision écrite approuvée à l'unanimité n'est pas parvenue, en un ou plusieurs exemplaires, en temps utile avant cette date, les approbations signées perdront toute force de droit.

#### **Article 16. Admission à l'assemblée générale**

Pour être admis à l'assemblée générale et, pour les actionnaires, pour y exercer le droit de vote, un titulaire de titres doit remplir les conditions suivantes :

- le titulaire de titres nominatifs doit être inscrit en cette qualité dans le registre des titres nominatifs relatif à sa catégorie de titres ;
- les droits afférents aux titres du titulaire des titres ne peuvent pas être suspendus ; si seul le droit de vote est suspendu ; il peut toujours participer à l'assemblée générale sans pouvoir participer au vote.

#### **Article 17. Séances – procès-verbaux**

§ 1. L'assemblée générale est présidée par un administrateur ou, à défaut, par l'actionnaire présent qui détient le plus d'actions ou encore, en cas de parité, par le plus âgé d'entre eux. Le président désignera le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

§ 2. Les procès-verbaux constatant les décisions de l'assemblée générale ou de l'actionnaire unique sont consignés dans un registre tenu au siège. Ils sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires présents qui le demandent. Les copies à délivrer aux tiers sont signées par un ou plusieurs membres de l'organe d'administration ayant le pouvoir de représentation.

#### **Article 18. Délibérations**

§ 1. A l'assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales régissant les actions sans droit de vote.

§2. Au cas où la société ne comporterait plus qu'un actionnaire, celui-ci exercera seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

§3. Tout actionnaire peut donner à toute autre personne, actionnaire ou non, par tout moyen de transmission, une procuration écrite pour le représenter à l'assemblée et y voter en ses lieu et place.

#### **Vote par écrit**

Un actionnaire qui ne peut être présent a en outre la faculté de voter par écrit avant l'assemblée générale. Ce vote par écrit doit être transmis à la société au plus tard 10 jours avant le jour de l'assemblée générale.

Un vote émis par écrit reste valable pour chaque assemblée générale suivante dans la mesure où il y est traité des mêmes points de l'ordre du jour, sauf si la société est informée d'une cession des actions concernées.

§ 4. Toute assemblée ne peut délibérer que sur les propositions figurant à l'ordre du jour, sauf si toutes les personnes à convoquer sont présentes ou représentées, et, dans ce dernier cas, si les procurations le mentionnent expressément.

§ 5. Sauf dans les cas prévus par la loi ou les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée générale.

#### **Article 19. Prorogation**

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par l'organe d'administration. Sauf si l'assemblée générale en décide autrement, cette prorogation n'annule pas les autres décisions prises. La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour et statuera définitivement.

### **TITRE VI. EXERCICE SOCIAL REPARTITION – RESERVES**

#### **Article 20. Exercice social**

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

A cette dernière date, les écritures sociales sont arrêtées et l'organe d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels dont, après approbation par l'assemblée, il assure la publication, conformément à la loi.

#### **Article 21. Répartition – réserves**

Le bénéfice annuel net recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale, statuant sur proposition de l'organe d'administration, étant toutefois fait observer que chaque action confère un droit égal dans la répartition des bénéfices.

A défaut d'une telle décision d'affectation, la moitié du bénéfice annuel net est affectée aux réserves et l'autre moitié est distribuée pour autant que les conditions légales pour la distribution soient remplies.

### **TITRE VII. DISSOLUTION – LIQUIDATION**

#### **Article 22. Dissolution**

La société peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

#### **Article 23. Liquidateurs**

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, le ou les administrateurs en fonction sont désignés comme liquidateur(s) en vertu des présents statuts si aucun autre liquidateur n'aurait été désigné, sans préjudice de la faculté de l'assemblée générale de désigner un ou plusieurs liquidateurs et de déterminer leurs pouvoirs et émoluments.

#### **Article 24. Répartition de l'actif net**

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou après consignation des montants nécessaires à cet effet et, en cas d'existence d'actions non entièrement libérées, après rétablissement de l'égalité entre toutes les actions soit par des appels de fonds complémentaires à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des distributions préalables au profit des actions libérées dans une proportion supérieure, l'actif net est réparti entre tous les actionnaires en proportion de leurs actions et les biens conservés leur sont remis pour être partagés dans la même proportion.

### **TITRE VIII. DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 25. Election de domicile**

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire, liquidateur ou porteur d'obligations domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège où toutes communications, sommations, assignations, significations peuvent lui être valablement faites s'il n'a pas élu un autre domicile en Belgique vis-à-vis de la société.

#### **Article 26. Compétence judiciaire**

Pour tout litige entre la société, ses actionnaires, gérants, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège, à moins que la société n'y renonce expressément.

#### **Article 27. Droit commun**

Les dispositions du Code des sociétés et des associations auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés et des associations sont censées non écrites.

### **QUATRIEME RESOLUTION-ADMINISTRATEURS**

L'assemblée décide de fixer le nombre d'administrateurs à TROIS.

#### **Renouvellement**

L'assemblée générale décide, pour les besoins de la mise en conformité des mandats au nouveau Code, de mettre fin à la fonction des gérants actuels mentionnés ci-après, et procède immédiatement au renouvellement de leur nomination comme **administrateurs non statutaires** pour une durée illimitée :

Monsieur STURGES Stephan, Monsieur WIBAUT Pierre-Henri, Monsieur LE BORGNE Yann-Ael, tous trois prénommés, représentés comme dit ci-dessus, et qui acceptent.

Leur mandat est gratuit.

### **CINQUIEME RESOLUTION : SIEGE DE LA SOCIETE**

L'assemblée générale déclare que l'adresse du siège est située à Ixelles (1050 Bruxelles), Avenue de la Couronne 442/5.

### **SIXIEME RESOLUTION – POUVOIRS AU NOTAIRE**

L'assemblée confère à l'unanimité à Maître Jean-Pierre MARCHANT, notaire soussigné, tous pouvoirs afin de coordonner les statuts de la société, de rédiger le texte de la coordination, de le déposer et de le publier au Moniteur belge.

### **SEPTIEME RESOLUTION – POUVOIRS SPECIAUX**

L'assemblée décide de déléguer tous pouvoirs spéciaux à la société privée à responsabilité limitée J. JORDENS à 1180 Uccle, avenue Kersbeek 308, représentée par Arnaud Trejbiez avec pouvoir de substitution, pour enregistrer auprès de la Banque Carrefour des Entreprises et de toutes autres éventuelles administrations les résolutions qui précèdent et des données relatives à la société.

**VOTE**

Les résolutions qui précèdent ont été adoptées successivement à l'unanimité.  
La séance est levée à quatorze heures trente minutes.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 14/06/2019 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

**Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes  
ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

**Au verso** : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").